



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre l'insécurité

Question au Gouvernement n° 3239

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ

M. le président. Avant de vous céder la parole, monsieur Aliot, je tiens à vous féliciter pour votre élection à la tête de la ville de Perpignan et à vous adresser nos vœux de succès. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et LR. – Mme Agnès Thill et M. Philippe Vigier applaudissent également.*) Vous avez la parole, monsieur Aliot.

M. Louis Aliot. Merci, monsieur le président.

Monsieur le Premier ministre, la France est le théâtre d'une ultraviolence quotidienne, désormais endémique dans certaines zones. Ces dernières années, les gouvernements successifs ont multiplié les Grenelle, les « plans Marshall » et autres Ségur, sans jamais prendre la mesure réelle du chantier majeur que constitue la lutte contre l'insécurité et contre l'incivilité – ou, pour le dire plus crûment, contre l'ensauvagement de nos quartiers. La ville de Perpignan, que vous connaissez bien, n'est d'ailleurs pas épargnée par cette situation.

Nous avons besoin certes de policiers, mais surtout d'un soutien indéfectible de l'État. Nous ne vous demandons pas de vous lancer dans un concours Lépine de la meilleure idée, ni de formuler une énième promesse : les Français attendent du concret.

Après l'épisode honteux des Tchétchènes à Dijon, trop de scènes de violence hors normes filtrent sur les réseaux sociaux. Il y a parfois des dérives graves, comme à Saint-Ouen où, face à la carence de l'État, les habitants sont obligés de négocier avec les voyous pour acheter une tranquillité bien précaire. En l'absence d'action de l'État, ils finiront par se défendre eux-mêmes, avec toutes les conséquences que cela entraînera.

Nous ne parlons pas de lignes de statistiques, mais de victimes d'un terrorisme du quotidien, qu'il faut nommer comme il se doit et auquel sont confrontés tous ceux qui tiennent l'État à bout de bras : pompiers, policiers, soignants ou enseignants.

Monsieur le Premier ministre, la vraie guerre est celle qui doit être menée contre ces voyous ! Certains quartiers sont littéralement contrôlés par un trafic de drogue tentaculaire enrichissant quelques caïds, qui fait des victimes directes et collatérales. Cela alimente un sentiment d'impunité inadmissible dans une République digne de ce nom.

Vous vous êtes rendu à La Courneuve pour rappeler les fondamentaux de l'ordre public républicain, depuis trop longtemps mis à mal ; nous nous en félicitons. Mais, au-delà des mots, quelles sont vos intentions réelles ? Quels moyens êtes-vous prêts à mobiliser pour mener cette guerre ? À Perpignan et ailleurs, vous êtes attendu sur ce sujet, comme sur tant d'autres.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Permettez-moi tout d'abord d'avoir, en votre nom à tous, une pensée pour l'aide-soignante décédée à Lyon dans un drame particulièrement horrible. Je remercie les secours et les forces de police d'être immédiatement intervenus. Nous espérons tous que les responsables de ce meurtre seront rapidement sanctionnés et châtiés. *(Applaudissements sur de nombreux bancs.)*

Vous avez parlé de Perpignan – qui est, on le sait, le centre du monde –...

M. Michel Herbillon. Plus précisément sa gare !

M. Gérald Darmanin, ministre . . .et du reste de la France. Votre commune a connu un fait divers particulier le 16 juillet dernier. Les forces de polices sont intervenues immédiatement, et je tiens à les en remercier. Elles ont procédé à quatre interpellations, qui ont débouché sur des gardes à vue immédiates. La justice a été très réactive.

Si certains faits divers sont effectivement très révélateurs de la crise d'autorité qui existe dans nos villes, les policiers et les pompiers sont présents lorsque nous avons besoin d'eux. Ils protègent la population et, vous avez raison, il faut leur apporter notre appui. Ils ont le soutien entier non seulement du Parlement et de la majorité, mais aussi du Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Vous demandez davantage de moyens. À Perpignan, au 30 juin dernier, il manquait en effet dix-sept policiers au commissariat de police ; à compter du 30 septembre, à la demande du Premier ministre, il y en aura sept de plus que l'effectif prévu par le budget alloué à ce commissariat.

J'en viens à la France dans son ensemble. Depuis trois ans, sous l'autorité successive de MM. Collomb et Castaner, auxquels je veux rendre hommage, le budget dédié à la sécurité a été relevé de 1 milliard d'euros. Dès l'année prochaine, des moyens supplémentaires seront octroyés à la police, à la gendarmerie, aux pompiers.

Au-delà des moyens, c'est bien toute l'autorité qui doit être réaffirmée, par les voix du Gouvernement et du Parlement : non, les voyous n'auront jamais droit de cité dans la République, que ce soit à Perpignan ou ailleurs. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM ainsi que sur quelques bancs des groupes LR et Agir ens.)*

Données clés

Auteur : [M. Louis Aliot](#)

Circonscription : Pyrénées-Orientales (2^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3239

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 juillet 2020](#)